

GHANA : FICHE PAYS – MAI 2022



Catégorie OCDE (2021) : 6/7
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / Caa1 / B-
 Change : cedi / Régime de change flottant dirigé
 Horizon de réduction des émissions: -15% (inconditionnel) à -45% (conditionnel) d'ici 2030

FORCES

- Potentiel minier (or) et pétrolier
- Secteur des services dynamique
- Régime démocratique qui a assuré une alternance du pouvoir

FAIBLESSES

- Progression très rapide de l'endettement public et extérieur
- Recettes d'exportation vulnérables aux cours des matières premières (cacao, or, pétrole)
- Dépréciation persistante du cedi face au dollar

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : détérioration

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : après le fort ralentissement observé en 2020 (0,4%), la reprise (4,2%) freinée en 2021 par l'impact de deux nouvelles vagues épidémiques, la croissance devrait rester contrainte en 2022 par l'inflation et le manque de marges de manœuvre tant monétaires que budgétaires. L'activité minière devrait cependant être soutenue et les exportations favorisées par le niveau élevé des cours des matières premières produites par le Ghana (pétrole, or notamment). La croissance pourrait atteindre 5,2% selon le FMI, avec toutefois des incertitudes liées à l'évolution de la situation en Ukraine.
- Vulnérabilité des comptes publics : la réduction du déficit budgétaire engagée en 2021 risque d'être freinée en 2022 par le poids de dépenses difficilement compressibles (salaires, intérêts de la dette) dans le contexte actuel. La consolidation des finances publiques est pourtant indispensable pour stopper la hausse de la dette publique qui pourrait avoisiner 85% du PIB en 2022 (63% en 2019) et redonner confiance aux investisseurs et bailleurs de fonds.
- Vulnérabilité extérieure : le Ghana présente un risque de surendettement extérieur élevé. Compte tenu du recours accru aux financements domestiques (majoritairement bancaires), la hausse de la dette extérieure a cependant été plus lente que celle de la dette publique et devrait se stabiliser autour de 52% du PIB. Les pressions sur le cedi persistent, malgré la reprise des flux d'investissements et le maintien de cours relativement élevés des produits d'exportation (pétrole, or). Les réserves de change couvriraient tout juste 3 mois d'importation.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le secteur bancaire a fait l'objet de mesures d'assainissement qui ont renforcé sa résilience. La souscription croissante de titre de dette d'Etat risque d'évincer le secteur privé des prêts bancaires.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : le Ghana est une démocratie installée. Le Président sortant Nana Akufo-Addo a été réélu au 1^{er} tour des élections présidentielles de décembre 2020. Cette victoire a été contestée par l'opposition, avec laquelle les tensions restent vives, mais sans remettre en cause la stabilité sociale et politique du pays.
- Climat des affaires : le Ghana est l'un des pays d'Afrique sub-saharienne les mieux classés selon l'indice de gouvernance de la Banque mondiale. L'environnement des affaires reste attractif pour les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Ghana a un niveau élevé de vulnérabilité aux changements climatiques (115 sur 185 pays), en particulier liée à l'impact potentiel de la sécheresse et des inondations sur son activité agricole et touristique. Grâce à une part importante de sources d'énergie renouvelables (hydroélectricité), le Ghana se place au 129^{ème} rang sur 145 pays pour les émissions par hab. Ses émissions, liées essentiellement à la déforestation, ont progressé entre 2014 et 2018 (+3,5%) mais moins rapidement qu'entre 2010-14 (+7,5%). Le Ghana s'est engagé à les réduire de 15% de manière inconditionnelle d'ici 2030 et de 45% sous conditions de financements.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2020 (% du total)	
Exportations	Importations
Or 38,1%	Véhicules 14%
Hydrocarbures 25,4%	Machines, app. mécaniques 12,3%
Cacao 17,9%	Eqpts électriques 7,1%
Fruits 4,5%	Céréales 4,8%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2015 et 2019 (% du total)

	Exportations	Importations
Inde	17,2%	Chine 17,7%
Suisse	12,6%	Etats-Unis 8,4%
Chine	12,4%	Royaume-Uni 7,1%
Afrique du Sud	7,2%	Belgique 5,4%
France (9 ^{ème})	2,6%	France (15 ^{ème}) 2,1%

Source: International Trade Center, CNUCED, Stat Ghana



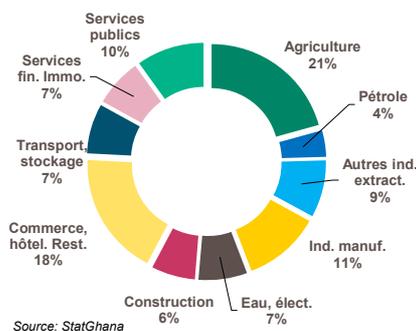
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GHANA	2017	2018	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	60,4	67,3	68,4	68,5	76,4	73,9
<i>Rang PIB mondial</i>	79	74	75	73	71	70
Population (Mns)	28,9	29,6	30,2	30,8	31,3	32,1
<i>Rang Population mondiale</i>	48	47	48	49	48	47
PIB / habitant (USD)	2 087	2 276	2 266	2 225	2 441	2 303
Croissance PIB (%)	8,1	6,2	6,5	0,4	4,2	5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	12,4	9,8	7,1	9,9	10,0	16,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	6,5	3,5	5,2	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	57,0	62,0	62,7	78,3	81,8	84,6
Solde public (% PIB)	-4,0	-6,8	-7,3	-15,6	-11,6	-8,7
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	38,1	38,6	39,3	49,6	44,9	37,2
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-3,3%	-3,0%	-2,7%	-3,2%	-3,0%	-3,6%
IDE (% du PIB)**	5,4%	4,3%	4,8%	1,9%	2,7%	3,4%
Réserves (en mois d'importation B&S)	2,8	2,4	3,2	3,2	3,1	2,7
Dette extérieure totale (% PIB)	37%	34%	43%	50%	49%	52%
Dette extérieure CT (% PIB)	5,5%	5,4%	6,8%	7,5%	NA	NA
Taux de change	4,4	4,8	5,5	5,8	6,01	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	15,6	22,0	20,9	19,8	19,6	NA
Taux de NPL	21,6	18,2	13,9	14,8	15,1	NA
ROE	18,6	16,6	18,8	21,2	20,4	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	96	98	98	96	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	120	114	118	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par habitant (145 pays) ^a	129	129	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	111	112	115	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 04/2022);*Banque Mondiale;**Oxford Economics;

^a Agence Internationale de l'Energie (émissions de CO2 liées à la combustion d'énergie fossile), ^b Notre Dame Global Adaptation Initiative,

Ghana : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2020)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Une économie encore très agricole**

Le secteur primaire pèse pour environ 20 % du PIB et 40 % de l'emploi. Le Ghana est le 2^{ème} producteur mondial de cacao (après la Côte d'Ivoire). Après une récolte record en 2020/21 (1,4 Mns t de fèves soit près du double de celle de la saison précédente : 770 000 t), les prévisions sont plus pessimistes pour la campagne 2021/22 (de l'ordre de 725 000t, en baisse de plus de 30%) en raison de conditions climatiques défavorables (sécheresse). Le pays est également producteur de bois et d'huile de palme.

Le secteur industriel (y compris la construction) contribue à environ 30% du PIB. Premier producteur d'or d'Afrique depuis 2018 (devant le Soudan et l'Afrique du Sud), le pays est également producteur de pétrole depuis fin 2010. Il vise une capacité de plus de 420.000 bl/j en 2023¹ (196 000 en 2019), ce qui reste modeste par rapport au Nigéria et à l'Angola (2 Mns bl/j environ chacun). La production de gaz, utilisé prioritairement pour alimenter des centrales, devrait améliorer l'approvisionnement en électricité et favoriser le développement du secteur manufacturier (12% environ du PIB): ciment, produits plastiques, textiles, transformation du bois...Le gouvernement a lancé un plan d'industrialisation (initiative « One District, One Factory ») qui doit permettre d'ouvrir 278 usines. A fin mars 2022, 106 unités étaient opérationnelles et 148 en cours de construction.

L'activité des services représente plus du tiers de la valeur ajoutée nationale, notamment le commerce, les transports, l'intermédiation financière et les services publics. Le secteur est également important en termes d'emploi (plus de 40% de la population active). La digitalisation est un domaine prioritaire pour le gouvernement. Le Ghana bénéficie de la couverture 4G la plus large d'Afrique de l'Ouest (53% de la population, devant le Nigéria) et d'un taux de pénétration du mobile de 90%.

- **Conséquences de la crise en Ukraine via le canal des prix mondiaux**

L'économie ghanéenne a très fortement ralenti en 2020 (0,4%) en raison de la baisse de la demande internationale (notamment de pétrole) et des restrictions imposées dans le pays. La reprise a été modérée en 2021 (4,2% selon le FMI), en raison de l'impact de deux nouvelles vagues épidémiques (début et mi-2021). Le pays semble sorti de cette nouvelle vague épidémique, ce qui a permis la réouverture de toutes les frontières fin mars 2022. Mais les conséquences de la crise en Ukraine risquent de peser sur ses perspectives de croissance.

Le Ghana est peu dépendant commercialement de la Russie et de l'Ukraine, sauf pour les engrais (plus d'un quart est acheté à Moscou). Mais la hausse des prix

alimentaires, qui pèsent pour près de 45% dans l'indice des prix à la consommation ainsi que celle des carburants, accentuent l'inflation qui atteignait 19,4% en mars 2022 (13,9% en janvier).

La consommation devrait en conséquence souffrir de cette hausse des prix ainsi que de mesures fiscales (nouvelles taxes). Les investissements privés, à l'exception du secteur minier (projets aurifères), seront freinés par une politique monétaire plus restrictive et les investissements publics par le contrôle renforcé des dépenses budgétaires.

En mars 2022, les PMI affichaient 46,9 pts, au plus bas depuis mai 2020. Le secteur minier devrait toutefois contribuer à soutenir les exportations.

Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 (-1 pp) à 5,2%. Certains aléas pourraient peser sur cette prévision, notamment la durée du conflit en Ukraine et son impact sur l'évolution des prix ou une reprise de l'épidémie dans un pays où le niveau de vaccination est très bas (16% de la population fin avril 2022²).

- **Tensions inflationnistes et resserrement de la politique monétaire**

Après avoir tenté de desserrer sa politique monétaire en juin 2021 (-100 pb à 13,5%), la Banque centrale ghanéenne (BoG) a relevé son taux directeur progressivement à 14,5% en novembre puis à 17% en mars 2022 face à l'accélération des prix.

L'inflation pourrait continuer à augmenter en raison de l'évolution des prix de l'énergie et des biens alimentaires, accentuée par les pressions à la baisse du cedi. Elle devrait rester durablement supérieure à la cible de la BoG (6%-10%). Par ailleurs, le resserrement progressif de la politique monétaire américaine pourrait inciter la BoG à maintenir un écart de taux suffisant pour éviter les sorties massives de capitaux et l'accroissement des pressions sur sa monnaie. Les taux d'intérêt devraient en conséquence rester élevés.

- **Un secteur bancaire assaini**

A la suite d'un audit qui avait révélé en 2017 une sous-capitalisation de certaines banques et une détérioration de la qualité des portefeuilles, la BOG a lancé, avec l'aide du FMI, une réforme visant à assainir le secteur et améliorer sa supervision. Neuf établissements ont cessé leurs activités entre 2017 et 2019, leurs actifs étant repris par une entité ad-hoc (Consolidated Bank Ghana - CBG).

Ces mesures ont permis une amélioration du ratio de capitalisation (de 16% en 2017 à 21% en 2019) et de celui des prêts non performants (22% en 2017 à 14% en 2019). Ces ratios se sont légèrement détériorés avec la crise de la COVID, mais le niveau de capitalisation (19,6% en 2021) reste largement supérieur au minimum réglementaire (11,5%).

¹ Avec la montée en puissance du 1er champ découvert en 2007 (Jubilee) et l'entrée en production des nouveaux champs (TEN et Sankofa)

² En décembre 2021, le Ministère de la santé a rendu la vaccination obligatoire pour certaines catégories de la population (fonctionnaires, secteur de la santé, enseignants, étudiants de plus de 15 ans...)

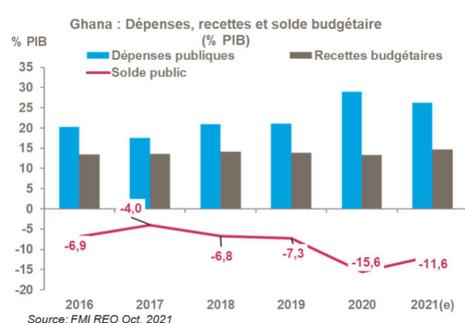


Les titres de dette d'Etat représentaient près de 45% du total des actifs bancaires début 2021 (36% début 2020). Cette exposition croissante sur l'Etat pourrait s'accroître, l'Etat continuant à émettre des titres de dette sur le marché local. Elle **risque d'évincer le secteur privé** du financement bancaire.

Les paiements digitaux sont en plein essor. Le programme de développement de l'inclusion (Financial Sector Development and Inclusion Strategy) vise à permettre à 85% de la population d'avoir accès aux services financiers à l'horizon 2023.

2. FINANCES PUBLIQUES

• Difficile consolidation des finances publiques



Le coût de la restructuration du secteur bancaire (plus de 7% du PIB cumulés entre 2018 et 2020)³ puis les **mesures de soutien** dans le cadre de la crise sanitaire (2,3% du PIB) ont contribué à l'aggravation du déficit qui a atteint 15,6% en 2020.

Le **projet de budget 2022** annoncé en mars par le Ministre des Finances prévoit une **réduction des dépenses** (notamment de fonctionnement) et des mesures de hausse de revenus grâce en particulier à la suppression des taux réduits de droits de douane, l'amélioration du recouvrement et de nouvelles taxes. Fin mars 2022, le Parlement a ainsi adopté l'introduction (controversée) d'une taxe sur les transactions électroniques (e-levy)⁴, qui doit permettre au gouvernement de lever 900 Mns\$ de recettes supplémentaires (1,2% du PIB).

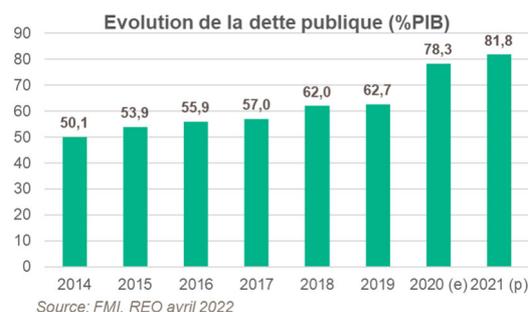
L'**objectif du gouvernement est de ramener le solde à -7,4% du PIB en 2022** (avec une hypothèse de croissance de 5,8%) et -4,2% à l'horizon 2025. Le contexte international risque cependant de compliquer ces efforts de consolidation budgétaire. **Les dépenses** (dominées par les salaires de la fonction publique et les intérêts de la dette), **seront difficiles à réduire** dans le contexte actuel. Fitch prévoit un déficit de l'ordre de -8,5% du PIB en 2022 et -8,3% en 2023, en ligne avec le FMI (-8,7% en 2022 et -7,8% en 2023).

La **capacité de l'Etat à interrompre la dégradation de ses finances publiques en 2022-23 sera déterminante**

pour l'évolution de son endettement et sa solvabilité, qui inquiète les marchés.

• Hausse de la dette publique

Le **ratio d'endettement public⁵ a fortement progressé depuis 2014** sous l'effet conjugué de la hausse du déficit public et de la dépréciation du cedi (-45% sur la seule année 2014, -15% en 2019), les deux-tiers de la dette publique étant libellés en devises⁶. Le soutien apporté au secteur bancaire et **les conséquences de la crise sanitaire ont porté le ratio de dette à plus de 80% du PIB en 2021**.



La **progression de la dette publique pourrait se poursuivre en 2022 en raison des importants besoins de financement de l'Etat**.

Le **poids de la dette domestique progresse** depuis 2017 et représentait en 2021 plus de 50% du total (46% en 2017)⁷. Compte tenu de l'accès désormais restreint aux marchés financiers étrangers, l'Etat se tourne encore davantage vers le marché domestique. Il a ainsi annoncé la levée de 3 Mds\$ (24 Mds GHS) en avril 2022. Le **coût** de la dette domestique est toutefois **élevé** (taux d'intérêt moyen 17%) et des **maturités plus courtes** (moins de 5 ans en moyenne). La dette domestique est détenue par le secteur bancaire national dont la part a fortement augmenté (plus de 50% fin 2021, 30% pour les banques commerciales) au détriment surtout des investisseurs étrangers (détenteurs de 16 % de la dette domestique en 2020 contre 38% en 2017).

La **dette extérieure est essentiellement (88%) à taux fixe** mais le **poids de la dette commerciale a nettement progressé** pour atteindre 55% en 2021 (45% en 2017) suite aux émissions successives d'Eurobonds entre mai 2018 et mars 2021. Le niveau élevé des taux sur la dette ghanéenne interdit au pays de refinancer ses titres plus anciens.

Selon le FMI, le **poids du service de la dette (P+I) aurait atteint 130% des revenus en 2020⁸** et pourrait continuer à progresser à 155% en 2026 avant de baisser. Le niveau des taux d'intérêt reste très élevé et ne devrait pas baisser tant que le gouvernement ne montrera pas des signes probants de maîtrise du déficit budgétaire. La **charge des seuls intérêts aurait représenté plus de 45% des revenus de l'Etat en 2021 selon le FMI⁴, essentiellement (75%) au titre de la dette domestique**.

³ 3,4% du PIB en 2018, 1,6% en 2019 et 2,3% en 2020 selon le FMI

⁴ 1,75% sur toute transaction >100 GHS/j (15\$ environ)

⁵ La dette publique inclut l'endettement de certaines compagnies publiques du secteur de l'énergie garanti ou non par l'Etat.

⁶ dont 70% en USD et près de 17% en euro en 2020

⁷ Annual Debt Report 2020, Min. of Finance

⁸ Rapport juillet 2021



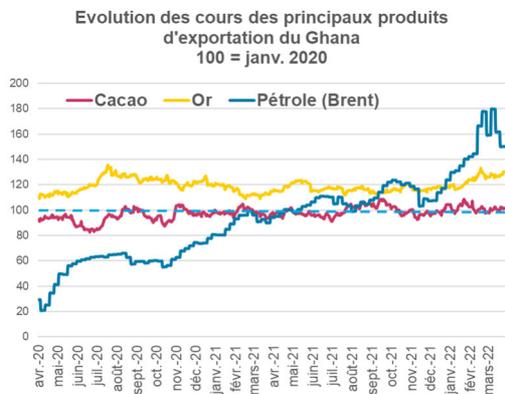
3. POSITION EXTÉRIÈRE

- **Vulnérabilité aux cours des produits d'exportation**

Les exportations ghanéennes sont composées quasi exclusivement de produits primaires : or, hydrocarbures et cacao. La diversification insuffisante de la base d'exportation rend le pays très vulnérable à l'évolution des prix mondiaux.

Pour la campagne octobre 2021- mars 2022, les exportations de cacao ont atteint 524 000 t., en baisse de 34 % par rapport à la même période de l'année précédente. En revanche, les expéditions de bois ont atteint environ 23 350 m³, en hausse de 22 % par rapport à l'année dernière à la même période.

Le pays devrait bénéficier d'une évolution favorable des prix de ses produits d'exportation.



Source: Thomson Reuters, calculs Bpifrance

La progression attendue des importations pourrait creuser le déficit en 2022, mais modérément (-3% à -3,6%) compte tenu des performances des exportations.

Le pays est attractif pour les investisseurs étrangers, grâce à un climat des affaires plutôt favorable dans la région, mais aussi aux efforts des autorités pour simplifier les procédures et offrir des avantages fiscaux. Les flux d'investissements, majoritairement orientés vers le secteur extractif aurifère), devraient progresser à nouveau en 2022-23 suite aux annonces de nouveaux investissements par différentes compagnies (Gold Fields, Newmont Goldcorp et Asante Gold).

- **Risque accru de surendettement**

La dette extérieure est essentiellement (90%) une dette publique. En raison du recours accru de l'Etat à la dette domestique (notamment bancaire), la dette extérieure progresse moins vite que la dette publique.

Elle avoisinait toutefois 50% du PIB en 2020 et devrait se stabiliser en 2021-22. Le Ghana présente un risque de surendettement extérieur élevé selon le FMI⁹.

Le Ghana n'a pas renouvelé l'accord avec le FMI expiré en avril 2019 mais a obtenu une aide d'urgence (1 Md \$) en avril 2020. Le pays bénéficie également du soutien financier de la Banque mondiale, de la BAD et de prêteurs bilatéraux.

Le Ghana est endetté sur les marchés. L'Etat a procédé à plusieurs émissions d'Eurobonds : en mai 2018, mars 2019, février 2020 et mars 2021¹⁰. Cette source de financement est plus coûteuse que les prêts des institutions multilatérales et expose davantage le pays aux risques de taux et de refinancement. Si l'émission de mars 2021 a été sursouscrite, l'Etat a renoncé à celle prévue en octobre en raison de conditions de marché moins favorables.

Les taux de rendement à 10 ans ont nettement augmenté et se rapprochaient, début mai 2022 du record d'avril 2020 (plus de 23%). A plus de 1 900 pts fin mars 2022, le spread obligataire à 10 ans du Ghana est l'un des plus élevés d'Afrique sub-saharienne (derrière la Zambie qui dépasse 2 300 pts).



Source: Thomson Reuters

Le ratio du service de la dette publique externe rapporté aux recettes d'exportations de biens et services, estimé à 23% en 2021 pourrait baisser à 19% en 2022 à la faveur de la hausse des exportations, mais resterait au-dessus du seuil de 15% défini par le FMI pour le Ghana. Le poids du service de la dette externe publique dans les revenus fiscaux, aurait dépassé 44% en 2021. La hausse des taux et la dépréciation du cedi risquent d'accroître encore leur poids, le maintenant bien au-delà du seuil de 18% recommandé par le FMI.

Les contraintes de liquidité à court terme du pays ont été atténuées en 2021 par l'émission de l'Eurobond de 3 Mds en mars, les financements apportés par la banque centrale et l'allocation de DTS du FMI (1Mds\$).

En 2022, les échéances de l'Etat ghanéen au titre de la dette extérieure sont estimés à 2,1 Mds\$¹¹ (comparables à celles de 2021), pour près des 2/3 au titre de la dette commerciale (dont 700 Mns de dette

⁹ Analyse de soutenabilité de juillet 2021

¹⁰ 4 tranches: 525 Mns\$ sur 4 ans coupon zero; \$1 Mds \$ sur 7 ans à 7,75%; \$1 Mds sur 12 ans à 8,625% et 500 Mns sur 20 ans à 8,875%

¹¹ Source Banque Mondiale- International Debt Stat.2022



obligatoire). L'accès au marché, à un coût satisfaisant pour permettre à l'Etat de se refinancer et de respecter ses obligations financières dans les années à venir, dépendra notamment du sentiment des investisseurs sur la capacité du pays à maîtriser sa dette et, plus généralement de leur appétit pour les actifs émergents (qui pourrait s'affaiblir en cas de hausse des rendements américains).

Fitch a abaissé son rating à B- en janvier 2022, s'alignant sur celui de S&P. Moody's a baissé d'un cran son rating (de B3 à Caa1) en février 2022.

- **Pressions à la baisse persistantes sur le cours du cedi et fortes tensions sur les réserves en devises**

Le cedi se déprécie continuellement depuis plusieurs années face au dollar. Les pressions à la baisse se sont atténuées en 2020 (-2,8% face au dollar après -15% en 2019) mais ont eu tendance à se renforcer en 2021 (-5% en 2021) et surtout début 2022 (-18% entre janvier et fin avril). **La persistance du déficit courant devrait maintenir une pression à la baisse du cedi face au dollar** en 2022, dont l'ampleur dépendra notamment de l'attractivité du risque souverain ghanéen, liée à la capacité de l'Etat à maîtriser les finances publiques et à des facteurs exogènes (évolution de la politique monétaire américaine notamment).

Les réserves du pays se sont maintenues en 2021 à la faveur de l'émission d'Eurobond et de l'allocation exceptionnelle de DTS du FMI en août. En février 2022 elle s'établissaient à 9,5 Mds\$ (or compris), couvrant environ 3 mois d'importation¹².

Début avril 2022, la BoG a annoncé des restrictions sur l'utilisation des devises étrangères pour les transactions financières. Toute opération est soumise à l'autorisation de la Banque centrale.

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Démocratie installée qui n'évite pas les tensions**

Le président sortant Nana Akufo-Addo arrivé au pouvoir en 2016, a été **déclaré vainqueur au 1^{er} tour** (51,3% des voix) après les **élections du 7 décembre 2020**. Son parti (New Patriotic Party-(NPP) a remporté 137 sièges à l'Assemblée (136 pour le National Democratic Congress -NDC).

Les tensions ont été vives en amont du scrutin et **les résultats ont été contestés par l'opposition**. Malgré quelques incidents isolés, **la stabilité sociale et**

politique du pays, souvent cité en exemple comme modèle de démocratie en Afrique, a été préservée.

La situation politique et sociale devrait rester stable, même si les attentes de la population sont grandes (en particulier en matière de lutte contre la corruption, infrastructures et emploi) et sont susceptibles d'alimenter le mécontentement de la population en l'absence de progrès.

- **De bonnes performances en matière de gouvernance**

Le Ghana est **l'un des pays d'Afrique sub-saharienne les mieux classés selon l'indice de gouvernance de la Banque mondiale**, notamment en termes de liberté politique et de respect des lois. Le pays se classe au **75^{ème} rang de l'indice de perception de la corruption** 2020 de Transparency International (derrière le Botswana, la Namibie ou le Sénégal notamment).

Le Ghana a été retiré en juin 2021 de la liste grise du GAFI (Groupe d'Action Financière) en raison des efforts réalisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Ghana a un **niveau élevé de vulnérabilité** aux risques physiques liés au changement climatique (115 sur 185 pays selon l'indicateur vulnérabilité ND Gain), en particulier aux conséquences de la hausse des températures sur l'activité agricole et de tourisme.

En raison d'une part importante de sources d'énergie renouvelables (hydroélectricité notamment), **le niveau d'émission de CO2 du Ghana est relativement peu élevé** (129^{ème} sur 145 pays pour les émissions par hab.) et provient essentiellement de la déforestation. **Ses émissions ont cependant progressé** entre 2014 et 2018 (+3,5%) mais moins rapidement qu'en 2010-14 (+7,5%). Le Ghana s'est engagé à les réduire de 15% de manière inconditionnelle d'ici 2030 et de 45% sous conditions de financements.

Le pays continue à développer les sources d'énergie renouvelables avec un projet de construction de huit centrales solaires qui augmenterait les capacités de 700 MW d'ici 2024. L'objectif du Président est d'offrir l'accès à l'énergie à tout le pays à l'horizon 2025. Le pays développe des alternatives à l'hydroélectricité en raison des conséquences de la sécheresse sur la production électrique.

¹² BOG Summary of Eco and Financial data 03/2022



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.